



Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10• Numéro 4, 3 Avril 2009

LIGNE DE FOND.....	1
OMC : Un plaidoyer pour le retour de la confiance, au moment où le « protectionnisme » refait surface?	1
Nouvelles de l'OMC	4
L'administration américaine prévoit de baisser les subventions sur le coton.....	4
SUR LE FIL.....	4
Le G20 face à la crise mondiale : Une panoplie de solutions et un engagement commun contre le protectionnisme	4
Rééquilibrer l'économie mondiale : le Rapport 2008 de l'OCDE sur la coopération pour le développement.....	8
NOUVELLES REGIONALES	9
APE Union européenne et Afrique de l'Ouest: les discussions s'intensifient en perspective de juin 2009 mais de profondes divergences demeurent.	9
Afrique Chine : l'opération de charme continue	10
Evénements	11
Publications :	11

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

LIGNE DE FOND

OMC : Un plaidoyer pour le retour de la confiance, au moment où le « protectionnisme » refait surface?

La nécessité de conclure au plus tôt le Cycle de Doha, afin d'intégrer davantage de pays à l'économie mondiale et de forger un système commercial international solide est de plus en plus agitée. Mais force est de constater que les Etats membres et particulièrement les grandes puissances semblent perdre toute confiance au libéralisme. Les vagues de soutiens internes et de projet de protectionnisme qui fleurissent conforte une telle idée. La crise financière, qui a fini de saper la croissance mondiale et impose un certain nombre de réformes, a effrité la confiance que beaucoup avaient au système libéral soutenu et organisé par l'OMC. Cette crise financière qui vient s'accoupler avec la stagnation des négociations de Doha a fait naître des politiques de repli sur soi.

Les Etats-Unis sont les pionniers de telles politiques suivis en cela par les Européens. Il faut rappeler qu'au début du mois de février, les pays en développement avaient dénoncé ces orientations allant jusqu'à poser le problème de la compatibilité entre les plans de sauvetages des grandes puissances et les règles du commerce mondial.

Une telle situation a fortement perturbé les dirigeants du commerce mondial qui ne cessent de faire des appels pour le retour de la confiance au système commercial mondial. L'appel le plus retentissant est fait par le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy. En effet, lors d'une conférence tenue le 23 février 2009 à Séoul, en République de Corée, il a demandé aux pays membres de l'OMC de faire toujours confiance à l'ouverture puisque c'est la solution à la crise qui est aujourd'hui multiforme. Il a soutenu que la confiance est essentielle en temps de crise et, dans cette optique, les gouvernements devraient assainir

les bilans des banques, signaler que les différents plans de relance doivent s'intégrer dans un effort commun global, démontrer que les dirigeants des grandes économies peuvent travailler ensemble en totale collaboration et en toute confiance et montrer que l'environnement commercial mondial ne se dégrade pas et que les pressions isolationnistes sont maîtrisées.

Son discours devrait pousser les membres à revoir leurs positions par rapport au cycle de Doha et donner les garanties de ne pas mettre en place des politiques protectionnistes, mais il faut reconnaître que les grandes puissances continuent de dérouler des plans de relance et des mesures plutôt suspects.

Depuis janvier 2009, un « glissement significatif » vers des mesures protectionnistes apparaît de plus en plus nettement à travers les plans de relance économique. Cette attitude a été confirmée par le deuxième rapport de l'OMC sur les politiques commerciales de ses membres diffusé dans la deuxième quinzaine de mars.

Ce rapport fait état d'une augmentation des droits de douane, de nouvelles mesures non-tarifaires et plus de recours à des mesures défensives telles que l'anti-dumping qui constituent des entraves au libre-échange. L'Organisation, qui joue le rôle de gendarme du commerce mondial, s'inquiète particulièrement de l'impact des plans de relance économique préparés par certaines grandes économies mondiales. "Les plans de relance financiers et fiscaux ont été introduits pour lutter contre la crise et vont dans le sens d'un retour à la croissance du commerce mondial (...) mais certains d'entre eux comportent des éléments -- tels que les aides d'Etat et autres subventions -- qui favorisent les produits et services nationaux aux dépens des importations", lit-on dans le rapport.

Parmi ces aides d'Etat, l'OMC cite les aides aux secteurs de l'acier et de l'automobile. Les Etats-Unis et certains pays de l'Union européenne dont la France ont été pointés du doigt par leurs concurrents pour des programmes de plusieurs milliards d'euros favorisant les producteurs locaux au détriment des exportateurs.

Fin janvier, le premier "monitoring" de l'OMC avait conclu que les Etats étaient globalement restés dans les clous des règles commerciales internationales.

Cette fois, l'OMC reconnaît que les pressions se font de plus en plus pressantes sur les

gouvernements pour protéger marchés et emploi à mesure que le climat économique général se détériore.

Même si la situation ne diffère pas trop des crises économiques précédentes et qu'un "protectionnisme très intense" n'est pas envisagé actuellement, l'organisation s'inquiète toutefois des conséquences pour le commerce mondial de la tendance au repli.

Pourtant, certains Etats ont pris des engagements et on note une certaine volonté dans les discours. Les 27 pays membres de l'UE qui se sont réunis au début du mois de Mars à Bruxelles pour tenter de retrouver une cohésion face à la crise économique et financière, après les cafouillages de ces dernières semaines, avaient rejeté toutes initiatives protectionnistes.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a ainsi rappelé son hostilité au protectionnisme. "Nous avons débattu de sujets spécifiques comme le secteur automobile, a-t-il précisé. Et nous avons regardé comment il était possible de soutenir ce secteur mais sans aller contre les règles du marché intérieur et sans prendre de mesures nationales qui pourraient nuire à d'autres pays." Une allusion on ne peut plus claire aux conditions de territorialité imposées par la France à Renault et à Peugeot. Conditions que ce pays a finalement levé in extremis, obtenant du même coup un timide feu vert de la Commission à son plan.

L'OMC prévoit une baisse significative du commerce mondial

Selon les dernières prévisions de l'OMC, le commerce mondial devrait chuter de 9% en volume cette année, le plus fort recul depuis la deuxième guerre mondiale. Beaucoup de mesures qui limitent les échanges "ont été prises récemment ou sont encore en cours de mise en place ce qui fait que leurs effets ne sont pas encore clairs", révèle l'OMC.

L'OMC a soutenu dans son rapport que "l'effondrement de la demande mondiale qu'a entraîné la plus forte récession économique observée depuis des décennies conduira à une baisse des exportations d'environ 9% en volume en 2009". Cette contraction est "sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale", a-t-elle ajouté dans le rapport. Elle "sera particulièrement marquée dans les pays développés qui connaîtront

cette année un recul de 10% de leurs exportations". Le rapport souligne en outre que dans les pays en développement, "dont la croissance est beaucoup plus tributaire des échanges", les exportations n'augmenteront que de 2 à 3% en 2009.

Pour les économistes de l'OMC, ces prévisions sombres sont motivées par "le ralentissement de l'activité économique dans la majeure partie du monde industrialisé", et qui s'est fait plus particulièrement sentir en Asie.

Pour 2008, selon leurs estimations préliminaires, le commerce mondial n'a progressé que de 2% contre une hausse de 5,5% en 2007. Un chiffre divisé par deux par rapport à leur prévision de mars 2008 pour l'année, qui s'établissait à 4,5%. Cette "surestimation s'explique en grande partie par la chute imprévue et très brutale de la production mondiale survenue au quatrième trimestre de 2008", avancent les économistes de l'OMC soulignant également une inhabituelle "synchronisation des tendances", à savoir la baisse généralisée des importations et des exportations de toutes les économies. Le directeur général de l'Organisation Pascal Lamy, cité dans un communiqué de l'OMC, a fait valoir l'effet multiplicateur de la baisse de la demande sur le recul du commerce mais aussi "l'épuisement des fonds disponibles" pour le financement du commerce, touchant en particulier les pays en développement".

Malgré leurs sombres prévisions, les économistes de l'OMC veulent voir une lumière à l'horizon, venue d'Asie. "Des chiffres dénotant une croissance mensuelle positive des importations ont été enregistrés pour la Chine (17%) de même que pour Singapour, Taïpei et le Vietnam", soulignent-ils. "Bien que ne portant que sur un mois, et devant donc être interprétées avec prudence, ces données pourraient traduire un ralentissement voire une stabilisation des tendances négatives de la croissance du commerce", expliquent-ils tout en précisant que "la croissance future du commerce dépendra bien entendu de l'évolution de la demande ailleurs dans l'économie mondiale".

Enfin, mettant en garde contre "un recours croissant aux mesures protectionnistes" enrayant la reprise du commerce mondial, l'OMC a appelé une nouvelle fois les dirigeants du G20 à prendre

de nouveaux engagements contre cette tendance lors de leur réunion du 2 avril à Londres: "le commerce peut être un puissant outil pour sortir le monde de cette crise économique", a insisté M. Lamy.

Face à la crise faut-il élargir le champ d'actions de l'OMC ?

Cette idée a été agitée dès décembre lors du dernier comité de négociation commercial. Le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy avait évoqué l'idée d'un élargissement du champ d'action de l'OMC. Il avait souhaité qu'en plus des sujets qui sont discutés actuellement, l'organisation puisse prendre en compte d'autres questions qui interpellent le monde entier. Mais depuis, les membres attendent la mise en œuvre de cette vision tout en restant fondamentalement préoccupés par les négociations du cycle de Doha.

Ces questions proposées par Lamy sont au nombre de trois.

D'abord la responsabilité de l'OMC de suivre les mesures commerciales qui ont été prises pour faire face à la crise financière. Pour anticiper sur cette question, M. Lamy a mis en place une équipe spéciale interne chargée de fournir régulièrement des informations à jour sur ces mesures pour nous permettre de mieux appréhender les conséquences commerciales de la crise financière. Et le cadre d'examen de ce qu'il appelle l'« image radar de l'OMC ». Il est tout aussi important de mettre en place un cadre dans lequel cette image radar de l'OMC pourrait être examinée collectivement. Et il propose l'Organe d'examen des politiques commerciales pour servir de cadre.

Ensuite il est nécessaire de continuer à suivre l'évolution de la situation dans le domaine du financement du commerce, dans lequel les interventions rapides de l'OMC ont permis de mobiliser des ressources pour cette activité importante; le financement du commerce a des incidences considérables sur les flux commerciaux pour les pays en développement, et selon M Lamy, il faut rester vigilant et actif.

Le troisième point est l'aide au commerce : il faut, selon le DG de l'OMC, avoir une feuille de route claire pour les travaux relatifs à l'Aide pour le commerce en 2009, dont le point d'orgue sera le deuxième examen global prévu avant la pause estivale. L'accent doit être mis sur l'intégration du commerce dans les politiques de développement

des Membres. Il est aussi nécessaire de maintenir la pression pour la mobilisation de fonds.

M. Lamy avait, cependant, appelé à ce que l'envie d'explorer d'autres questions qui dépassent le cadre des négociations mais qui ont trait à des domaines liés à l'OMC ne détourne pas l'attention de l'objectif principal qui est de faire avancer le Cycle

Sources, AFP, OMC, notes Enda

NOUVELLES DE L'OMC

L'administration américaine prévoit de baisser les subventions sur le coton

La politique commerciale de l'administration Obama suscite beaucoup d'interrogations. L'équipe précédente, celle de George Bush, avait montré un grand intérêt pour le cycle de Doha sans toutefois revoir à la baisse ses ambitions. Plusieurs voix se sont élevées pour critiquer la nouvelle orientation de l'administration américaine qui laisse entrevoir des germes de protectionnisme. D'autres interrogations cherchent à savoir si la politique commerciale des Etats-Unis va se distinguer de la précédente en contribuant à la conclusion des négociations de Doha ? Quel avenir pour les accords commerciaux bilatéraux ? Quel sera l'impact du débat sur le commerce des Etats-Unis au sein d'un Congrès à majorité démocrate ?

Malgré toutes ces inquiétudes, les Etats-Unis prévoient de faire un geste de haute portée en projetant de réduire dans le budget de l'agriculture les subventions agricoles, notamment celles du coton. Le projet de budget américain dévoilé récemment prévoit une baisse des subventions versées aux plus grosses exploitations agricoles et élimine un programme destiné aux producteurs de coton, un dossier sensible pour les pays africains. Le projet prévoit de réduire les "paiements directs" aux agriculteurs dont le chiffre d'affaires dépasse 500.000 dollars par an et de "réformer les versements aux agriculteurs ayant des revenus élevés". Ces deux mesures

doivent permettre d'économiser 143 millions de dollars dès 2010, puis 504 millions en 2011 et plus de 1,2 milliard chaque année entre 2013 et 2019.

Lors de son premier discours solennel devant le Congrès, M. Obama avait promis de "mettre fin aux paiements directs aux grosses entreprises agricoles qui n'en ont pas besoin".

Le budget élimine en outre les aides pour l'entreposage du coton, économisant plus de 50 millions de dollars par an d'ici à 2019. Ces économies sont compensées par la remise en œuvre d'un programme de nutrition infantile, qui coûte un milliard par an. Mais avec la réduction d'autres postes de dépenses, le budget agricole américain doit baisser de 25 millions de dollars en 2011 et de près d'un milliard à partir de 2013. Le Congrès a adopté en juin dernier une loi de 290 milliards de dollars en faveur des agriculteurs, passant outre un veto du président George W. Bush.

La baisse des subventions aux agriculteurs des pays riches, réclamée par les Etats en développement, est au cœur des négociations à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) sur la libéralisation des échanges. Ces négociations ont échoué en juillet dernier mais le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, espère parvenir à relancer le processus cette année. Les pays africains réclament dans le cadre de l'OMC une baisse des subventions américaines au secteur du coton, accusées de saper les cours mondiaux et de pénaliser les producteurs des pays pauvres. Selon l'organisation non gouvernementale Oxfam, les producteurs de coton américains recevront d'ici à 2013 un milliard de dollars de subventions par an, la plupart revenant à 12.000 grosses exploitations.

SUR LE FIL

Le G20 face à la crise mondiale : Une panoplie de solutions et un engagement commun contre le protectionnisme

Le 31 mars 2009, le président Sarkozy disait que « La crise est trop grave pour qu'on se permette de faire un Sommet pour rien ! ». Les dirigeants du G 20 semblent avoir compris le message. En effet, le sommet du G 20 vient de finir sur des notes

d'espoir. Les pays membres se sont engagés à solutionner la crise qui sévit depuis deux ans. Deux points essentiels étaient au cœur des discussions : la relance de l'économie mondiale, la réforme du système financier mondial et la lutte contre le protectionnisme.

Thérapies de choc pour relancer la croissance mondiale.

Dans les jours qui ont précédé le sommet, différents pays s'étaient prononcés sur l'orientation que devraient prendre les finances mondiales après le sommet. L'administration Obama présentait son plan de relance de 787 milliards de dollars, équivalent à « 5,5% du PIB américain », comme un modèle dont les autres pays devraient s'inspirer pour contrer la plus grave récession économique qu'ait subie la planète depuis la Deuxième Guerre mondiale. "Personne ne peut nier qu'une action urgente doit être entreprise", a écrit Obama dans une tribune publiée cette il ya quelques jours par une trentaine de journaux à travers la planète. Le président américain ajoutait qu'il est de la responsabilité des leaders du G20 de prendre "des mesures audacieuses, ambitieuses et coordonnées" à même de redresser l'économie mondiale et de procéder à une réforme en profondeur des dispositifs de régulation et de supervision pour éviter qu'une telle crise ne se reproduise.

La Grande-Bretagne, parmi les nations les plus durement éprouvées par la crise, était sur la même ligne que Washington. La Chine avait évoqué pour sa part une possible alternative au statut de monnaie de réserve mondiale dont bénéficie le dollar, signe d'un recul de la confiance dans le leadership économique des Etats-Unis. Les Européens, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy en tête, avait clairement indiqué qu'ils ne laisseraient pas filer leurs déficits et ne céderaient pas aux appels de Washington en faveur de plans de relance additionnels.

La solution proposée par les dirigeants du G20 est de débloquer jusqu'à 1.000 milliards de dollars pour l'économie mondiale en utilisant les ressources et les moyens du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Le FMI verrait notamment ses ressources

augmenter dans la foulée des accords de prêts bilatéraux, dont plusieurs viennent d'être signés, notamment avec le Japon, l'Union européenne, la Norvège et le Canada. Le Fonds va également agir par l'intermédiaire des Nouveaux Accords d'Emprunts (NAE), créés en 1998 et dont les montants pourraient être augmentés d'une somme allant de 250 millions à 500 milliards de dollars. Le FMI utiliserait également une augmentation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS), l'unité de compte qu'il utilise pour augmenter ses ressources, et donc ses possibilités de prêts aux pays les plus touchés par la crise. Le montant de cette augmentation, qui serait dorénavant acceptée par les Etats-Unis, pourrait être compris entre 100 milliards à 250 milliards de dollars. Enfin, le Fonds pourrait émettre des obligations directement sur les marchés, selon une formule qui doit encore être précisée.

Quant à la Banque mondiale, elle augmentera sa capacité de prêts de 100 milliards par an sur trois ans, et pourrait également lever des fonds sur les marchés à hauteur de 250 milliards de dollars. L'organisme de la BM qui s'occupe de l'assistance au secteur privé, la Société Financière Internationale (SFI), apporterait entre 50 et 250 milliards de dollars sous forme de mesures de soutien au commerce international.

Il faut aussi contrôler le système financier...

Pour certains analystes, l'insuffisance ou l'absence de contrôle des finances mondiales a précipité la crise actuelle et que ce sommet de Londres devait aboutir à une solution pour l'encadrement et le contrôle sur les établissements financiers. "Du moins au niveau rhétorique". Lors de ce sommet, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a exposé une vaste réforme des règles encadrant Wall Street afin d'en finir avec les pratiques qui ont conduit à la plus grave crise du crédit depuis les années 1930. Autorité unique de régulation chargée d'identifier les risques qui pourraient menacer l'ensemble du système financier; contrôle sur les fonds spéculatifs (hedge funds) et les fonds de capital - investissement: telle est l'architecture générale de cette réforme, et elle est conforme à ce que l'UE proposait à Londres.

Au finish, toutes les délégations sont tombées d'accord sur le fait que toutes les institutions financières, tous les instruments et marchés "d'importance systémique" (cruciaux pour la stabilité du système financier) doivent être régulés, y compris les "hedge funds", ces fonds d'investissement spéculatifs appréciés pour leur opacité par les investisseurs institutionnels et les grandes fortunes.

Libre-échange comme solution à la crise, le protectionnisme banni par les 20...

Pour les avocats du libre-échange, seule une stratégie mondiale concertée issue du sommet du G-20 à Londres permettrait d'inverser la tendance au repli sur soi et d'éviter une aggravation de la récession. Car une multiplication de plans de relance nationaux et de renflouements secteur par secteur porterait, selon eux, un coup fatal au libre-échange, l'un des moteurs de la croissance économique mondiale depuis la Deuxième guerre mondiale. "On joue avec le feu", expliquait Jagdish Bhagwati, économiste à l'université de Columbia, à New York. "Le système a été conçu pour éviter la lutte du type 'chacun pour soi' des années 1930. Si les Etats-Unis et la France commencent à dire 'c'est légal, donc je vais le faire', tout le monde va se mettre à jouer ce jeu".

Selon la Banque mondiale, 17 des 20 dirigeants qui se sont retrouvés à Londres ont eu recours à des mesures protectionnistes depuis le dernier G-20, malgré leur opposition à ce type de solution pourtant publiquement affichée à Washington. L'organisation mondiale du commerce (OMC) a noté pour sa part que les principales puissances économiques (Etats-Unis, Chine, UE, ou Inde) ont érigé de nouvelles barrières commerciales sous la forme de droits de douanes ou de subventions destinés à protéger les industries domestiques. "Le libre-échange doit être défendu de manière plus efficace, y compris par nous", soulignait Keith Rockwell, porte-parole du Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, avant le début des travaux. "Il nous revient à tous d'expliquer ses bienfaits, et ce qu'il signifie pour la croissance économique et le développement."

Pendant 60 ans, le commerce international a été le principal moteur de l'économie mondiale, grâce à

un développement plus rapide que la croissance des PIB (produits intérieurs bruts) nationaux. Mais il a été durement touché par la crise actuelle, à tel point que l'OMC a récemment prédit une contraction de 9% en 2009, après 27 années de croissance ininterrompue. La principale explication de cette baisse est la chute de la demande en biens, qu'ils soient domestiques ou internationaux.

Pour de nombreux économistes, la tentation protectionniste doit donc être farouchement combattue, car elle rendrait la reprise encore plus difficile et lente. "Nous sommes en mauvais état, et je ne dirais pas que nous avons encore touché le fond", affirme Ed Gresser, directeur commercial au Progressive Policy Institute de Washington. "Les gouvernements n'ont pas vraiment collaboré. Mais ils n'ont pas non plus travaillé les uns contre les autres. S'ils venaient à le faire, nous pourrions être en difficulté pour très longtemps." Mais aujourd'hui, à la suite de cette rencontre, tous les 20 rejettent en bloc le protectionnisme. Revigorer le commerce et les investissements mondiaux est essentiel pour rétablir la croissance mondiale. Nous ne répèterons pas les erreurs historiques du protectionnisme des ères passées", ont déclaré les dirigeants dans un communiqué conjoint à l'issue du sommet d'une journée à Londres.

250 milliards de dollars seront injectés dans le financement du commerce pour soutenir les échanges internationaux. Indiquant que le commerce mondial chute pour la première fois en 25 ans, les leaders ont affirmé qu'ils prolongeront jusqu'à la fin de l'année 2010 leurs promesses faites à Washington de ne pas ériger de nouvelles barrières contre les investissements ou le commerce des biens et services. "De plus, nous rectifierons rapidement toute mesure de la sorte", a souligné le communiqué. Les leaders sont engagés à minimiser tout impact négatif sur le commerce et les investissements dans la mise en œuvre des mesures politiques nationales, notamment l'action à l'appui du secteur financier.

"Nous ne reviendrons pas sur le protectionnisme financier, notamment sur les mesures qui restreignent les flux de capitaux dans le monde, notamment vers les pays en voie de développement", ont-ils souligné. Les dirigeants

ont également promis d'informer l'OMC des mesures qui peuvent provoquer directement ou indirectement des distorsions commerciales. Et ils ont appelé l'OMC, ainsi que d'autres organismes internationaux, à contrôler et rapporter publiquement leur adhésion à ces entreprises sur une base trimestrielle. Les dirigeants ont également promis de garantir la disponibilité d'au moins 250 milliards de dollars ces deux prochaines années afin de soutenir les financements commerciaux par le biais des crédits aux exportations, des agences d'investissement et des banques multilatérales de développement.

Hu Jintao appelle à une opposition ferme au protectionnisme commercial.

Le président chinois Hu Jintao a exhorté les membres du G20 à afficher une ferme opposition au protectionnisme commercial, surtout dans le contexte d'une crise financière et économique.

"Nous devons travailler ensemble pour s'opposer au protectionnisme commercial sous toute forme, et rejeter toutes les tentatives de relever l'accès au marché introduit sous différentes excuses ainsi que le protectionnisme d'investissement", a souligné M. Hu, dans un discours prononcé lors du sommet du G20. Récemment, le protectionnisme commercial, sous diverses formes, s'est renforcé de manière remarquable, et ce phénomène est à l'encontre du consensus conclu lors du sommet du G20 en novembre dernier à Washington, a rappelé le président chinois.

Les dirigeants du G20, réunis en premier sommet du groupe aux Etats-Unis, ont rejeté clairement, dans la déclaration finale, le protectionnisme commercial. "Le protectionnisme était prédominant au cours de la Grande Dépression dans les années 1920 et 1930, mais il ne fait autrement que de conduire vers de graves conséquences. Les leçons de l'histoire doivent être tirées", a dit M. Hu. "Nous devons nous opposer ensemble à ces pratiques discriminatoires contre les travailleurs étrangers sous l'excuse de protéger les emplois intérieurs", a poursuivi le président chinois. Il a exprimé le souhait que les pays concernés puissent relâcher leurs restrictions injustes imposées sur les exportations en

provenance de pays en développement et renforcer leurs échanges commerciaux avec ces pays-là.

Les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) du cycle de Doha sont cruciales pour la libéralisation des échanges commerciaux, a-t-il souligné. Les négociations lancées fin 2001 entre les membres de l'OMC à Doha (Qatar) sont entrées dans l'impasse en raison du refus de certains pays de réduire leurs droits de douane sur des produits jugés "stratégiques" pour leurs producteurs locaux. Le président chinois a appelé à "avancer sur la base de l'actuel cadre" et à "continuer à faire avancer les négociations en vue de conclure un accord au plus tôt possible". Le deuxième sommet du Groupe des 20 (G20) s'est donc clôturé avec un consensus sur la façon de sauver le monde de la crise financière, y compris la promesse d'un énorme fonds pour le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et d'autres organisations financières multilatérales.

L'unité préservée...

La tension était vive tout au long de ce sommet. Le président américain qui effectue sa première tournée en Europe en tant que chef d'Etat, appelait à gommer les divergences apparues à l'approche du sommet du G20 et à faire front uni contre la crise, après les critiques du président français Nicolas Sarkozy à l'égard du projet de communiqué final et tandis que des manifestations dégénéraient en violences. "Nous avons la responsabilité de coordonner nos actions et de nous concentrer sur les points communs et non sur des divergences épisodiques", avait déclaré M. Obama à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre britannique Gordon Brown à Downing Street. Quelques heures auparavant, le président français Nicolas Sarkozy avait une nouvelle fois critiqué les projets de communiqué final du G20. Ces derniers "ne conviennent ni à l'Allemagne, ni à la France", a-t-il déclaré, demandant une nouvelle fois un renforcement de la réglementation des paradis fiscaux et des fonds spéculatifs. M. Obama reconnaissait: "Nous n'allons pas nous entendre sur tous les points" mais a estimé que le sommet ne pouvait pas se permettre des "demi-mesures". Les négociations

étaient dures comme le prévoyait M. Gordon Brown ; mais l'unité semblait être maintenue.

Il faut rappeler cependant que lors de leur dernière réunion à Washington en novembre, les pays du G-20 avaient affiché leur volonté de lutter contre les tentations protectionnistes face à la crise. Mais les échanges commerciaux internationaux se sont depuis effondrés, preuve, selon de nombreux économistes, que ces engagements n'ont été qu'à moitié tenus. L'on se demande dès lors si seulement ces nouveaux seront entièrement tenus.

Sources : AP, AFP, notes : ENDA

Rééquilibrer l'économie mondiale : le Rapport 2008 de l'OCDE sur la coopération pour le développement

Le Rapport 2009 sur la coopération pour le développement exhorte la communauté internationale à tenir les engagements qu'elle a souscrits en vue de lutter contre la pauvreté et de promouvoir le développement des pays pauvres. Les pays donateurs doivent concevoir la coopération pour le développement comme un élément stratégique d'une mondialisation réussie – et stable – qui profite à tous. Et les économies émergentes doivent assumer leur part de responsabilité dans ce partenariat. La crise économique et financière qui a éclaté dans les pays développés touchent désormais les pays en développement – en freinant leurs croissance et leurs échanges, en abaissant le prix obtenu pour leurs ressources naturelles, en amputant les envois de fonds des travailleurs à l'étranger et en bloquant les flux d'investissement dans leur direction.

Le rapport présente des mesures qui prennent en compte cette nouvelle donne, notant que la gouvernance mondiale est un aspect essentiel des solutions à apporter à la crise financière. Une action collective à l'échelle internationale peut plus efficacement générer des biens publics mondiaux tels que la paix, la sécurité et la mise en échec de la pauvreté que des efforts de portée seulement nationale déployés pour parer aux conséquences de la crise.

Les modalités selon lesquelles l'aide est consentie et dépensée sont tout aussi déterminantes que son montant. Les donateurs se sont engagés à accroître leur financement de 50 milliards USD par an d'ici 2010 par rapport à 2004, mais les études qu'a consacrées l'OCDE à leurs dotations budgétaires mettent en évidence un déficit de quelque 30 milliards USD ; le Rapport sur la coopération pour le développement appelle les donateurs à donner un coup de fouet à leurs plans de dépenses prévisionnelles.

De leur côté, les pays en développement pourraient mobiliser davantage de recettes en renforçant leurs systèmes fiscaux, en veillant à ce que les contribuables en mesure de s'acquitter de leurs obligations fiscales le fassent, en colmatant les brèches que suscitent la fraude et l'évasion fiscale, et en luttant contre la corruption.

Le Programme d'action d'Accra a été approuvé en septembre 2008 par 130 pays donateurs et en développement. Les donateurs ont entrepris de rendre leur aide plus prévisible et les bénéficiaires de prendre les rênes de leur propre développement en renforçant leurs systèmes financiers et budgétaires, et notamment en mettant l'accent sur la transparence des dépenses au titre de l'aide. Cet aspect revêtira une importance toute particulière dans les années qui viennent. A l'heure actuelle, quelque 50 milliards USD – soit la moitié environ du total de l'aide publique au développement – passent par les budgets des pays en développement, mais ce pourcentage devrait s'accroître au fur et à mesure que fléchira le volume des remises de dettes.

Faire moins de place aux motivations politiques et moins gaspiller du fait des pesanteurs administratives et du recours à l'aide liée permettraient d'acheminer plus de ressources vers ceux qui en ont besoin. C'est possible si les donateurs aussi dépensaient moins pour donner corps à leurs propres priorités et plus pour concrétiser celles des pays en développement, en particulier des plus pauvres d'entre eux. A l'échelle mondiale, on dénombre aujourd'hui environ 225 organismes bilatéraux et 242 organisations multilatérales finançant plus de 35 000 activités chaque année. Dans 24 pays, 15 donateurs, voire plus, fournissent ensemble moins de 10 % de l'aide totale consentie à chacun d'entre eux. Les

coûts de transaction, que ce soit pour les donateurs ou pour les bénéficiaires, sont énormes et pourraient facilement être réduits si les premiers menaient une action plus cohérente, plus coordonnée et plus ciblée.

Source : OCDE

NOUVELLES REGIONALES

APE Union européenne et Afrique de l'Ouest: les discussions s'intensifient en perspective de juin 2009 mais de profondes divergences demeurent.

Les parties à l'APE entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest travaillent à conclure les négociations en Juin 2009. Des réunions techniques et politiques se succèdent mais les conclusions de ces rencontres laissent voir les divergences profondes entre les deux parties, même s'il faut reconnaître aussi quelques avancées dans des domaines mineurs.

Depuis la reprise des négociations, il y'a plus d'un an, les parties se sont données un deadline pour les conclure. Prévus pour être signés à la fin 2007, les APE avaient été finalement reportés en raison de divergence persistantes entre la région ouest-africaine et l'Union européenne à propos de la signature des APE.

Les parties se sont retrouvées à Dakar mi février pour une session de négociation. Une session qui a mis sur la table plusieurs questions. Mais les divergences persistent.

- Offre d'accès au marché: L'Afrique l'Ouest a présenté pour la première fois son offre d'accès au marché. Elle est de 60% de libéralisation sur 25 ans. Bien entendu la CE a expliqué que cette offre est peu ambitieuse, décevante et n'est pas conforme à l'ART XXIV du GATT (OMC). Mais une étude réalisée en Afrique de l'Ouest sur l'Article XXIV du Gatt a révélé que rien n'interdit à l'Afrique de l'ouest de limiter son offre à 60 si elle le souhaite....C'est la réponse que la région a donné à la CE. Cette offre sera discutée lors de la prochaine session prévue en avril.

- Clause NPF: l'Afrique de l'Ouest a informé qu'elle ne souhaite pas discuter cette question et n'envisage pas de l'intégrer dans l'APE. Elle devrait être un des points de divergence majeurs dans les prochaines sessions de négociations.

- Service: l'Afrique de l'Ouest a décidé de se donner un délai de trois ans de discussion avant de prendre des engagements sectoriels. Ces trois ans devraient servir à mener des travaux dans la région pour identifier les intérêts de la région et mieux comprendre la dynamique politique et économique des secteurs.

- Droit de douane: l'enjeu de cette question c'est que la CE voudrait donner une définition large qui inclurait les prélèvements communautaires qui financent l'UEMOA et la CEDEAO. Cela conduirait à les supprimer dans le processus de libéralisation. L'Afrique de l'Ouest n'envisage pas d'intégrer ces taxes dans la libéralisation. C'est un point de blocage majeur.

- Politiques sectorielles: cette question a une importance cruciale. Elle reflète l'une des positions de nombreux acteurs de la région Afrique de l'Ouest sur la nécessité de la flexibilité et de l'espace politique nécessaire à la région. Elle est libellée pour permettre à la région de garder sa capacité politique et sa souveraineté économique pour poursuivre les politiques sectorielles nécessaires à l'intégration et au développement, y compris si besoin est, de réviser les termes de l'accord, d'introduire des droits ou de prendre toute mesure nécessaire pour des raisons d'intégration et de développement. La CE a rejeté cette possibilité arguant que cela remettrait en question le principe même de la prévisibilité qui doit être au fondement de l'APE. Les négociations devraient se poursuivre dans ce domaine.

- Propriété intellectuelle: il ya également à ce niveau de profondes divergences. La CE souhaite que l'Afrique de l'Ouest prenne des engagements supplémentaires au-delà de l'ADPIC. La partie AO a souhaité limiter ses engagements à eux pris dans le cadre de l'OMC et garder ainsi toutes les flexibilités que les pays en développement ont pu acquérir. Par exemple la CE voudrait inclure les biotechnologies (animales et végétales) dans les domaines couverts par les brevets tandis que,

conformément à l'ADPIC, l'AO souhaite ne pas y prendre d'engagements.

Afrique Chine : l'opération de charme continue

La Chine continue de dérouler ses stratégies pour convaincre les pays Africains de sa volonté de construire avec eux un partenariat gagnant – gagnant. Le président chinois a bouclé à Maurice sa 4^e tournée africaine. Depuis sa prise de fonctions en 2003, le président chinois a visité plusieurs fois le continent ce qui montre une grande volonté de Pékin d'ancrer sa présence sur le continent.

Comme au Mali, au Sénégal, en Tanzanie et en Maurice, M. Hu a signé avec les gouvernements de ces Etats des accords de coopération, en matière d'infrastructures (aéroportuaires et routières, ...). Cette visite s'inscrit dans la grande offensive chinoise de conquérir de nouveaux marchés. Elle compte apporter la réplique à l'Europe qui cherche à sécuriser ses marchés africains à travers les APE.

Le gouvernement chinois a rendu public en début 2006 à Beijing le "Document officiel sur sa politique africaine", visant à énoncer les mesures à prendre dans ce sens et programmer, pour les années à venir, la coopération sino-africaine dans les divers domaines, en vue de faire progresser un développement régulier et durable des relations entre les deux parties et de porter leur coopération mutuellement avantageuse à un nouveau palier.

L'Afrique, le continent qui regroupe le plus de pays en développement, constitue une force de poids car doté d'abondantes ressources naturelles et renferme d'énormes potentialités de développement

Dans le contexte de crise économique mondiale qui inquiète nombre de pays du continent redoutant de faire les frais d'une diminution de l'aide internationale au développement, M. Hu s'est voulu rassurant envers l'Afrique.

Dès le début de sa tournée à Bamako, il a assuré que "la Chine maintiendra la densité de ses échanges avec (...) le continent africain" et que Pékin envisageait également "d'alléger la dette de

l'Afrique contractée vis-à-vis de la Chine", sans toutefois fournir de données chiffrées.

Cette politique offensive sur le continent, à la fois économique et diplomatique, se traduit dans les chiffres du commerce extérieur chinois: la Chine a décuplé ses échanges commerciaux avec l'Afrique depuis le début de la décennie.

Selon des statistiques officielles chinoises, le commerce entre la Chine et l'Afrique a atteint en 2008 le record de 106,84 milliards de dollars, en progression de 45,1% sur un an.

Les exportations chinoises vers l'Afrique ont représenté 50,84 milliards de dollars, en hausse de 36,3% par rapport à 2007.

Les importations, principalement des matières premières et, surtout, du pétrole, ont totalisé 56 milliards de dollars, soit +54% en glissement annuel, du fait essentiellement de la hausse des cours des matières premières.

Sans surprise, c'est un pays exportateur de pétrole, l'Angola, qui arrive au premier rang des partenaires de la Chine sur le continent.

Dans cette même lancée, la Chine a mis à disposition de l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) un fonds fiduciaire de 30 millions de USD pour aider "un certain nombre de pays, notamment en Afrique", indique mercredi un communiqué de la FAO. Aux termes de cet accord signé mardi, "le gouvernement de Pékin offrira les services d'experts agronomes chinois aux pays en développement: assistance technique, formation, intrants et petits équipements sont au programme", selon la même source.

D'une durée de trois ans à raison de 10 millions de dollars l'an, le fonds fiduciaire sera centré sur l'Afrique, mais il n'exclura nullement d'autres régions du monde, précise le communiqué. "Cet accord historique souligne l'importance du rôle de la Chine dans l'arène mondiale aujourd'hui", a déclaré José María Sumpsi, sous-directeur général de la FAO lors de la signature de l'accord. Avec la signature de cet accord, "la Chine rejoint le peloton des grands

pays donateurs de la FAO", affirme cette dernière. La Chine a lancé en 2005 une nouvelle alliance stratégique avec la FAO dans le cadre de la coopération Sud-Sud qui permet aux agriculteurs des pays en développement de profiter de l'expertise d'agronomes d'autres pays du Sud. Cette alliance stratégique prévoit le déploiement

d'un grand nombre d'experts agronomes chinois - jusqu'à 3.000 -- dans les pays en développement qui ont besoin d'assistance technique pour améliorer leur productivité et leur production agricole. Le Nigeria, où quelque 500 experts ont travaillé entre 2003 et 2007, figure parmi les principaux bénéficiaires de la coopération Sud-Sud offerte par la Chine avec le soutien de la FAO.

Note Enda source AFP

la diversité biologique et les changements climatiques. Contact: CBD Secrétariat
Téléphone: 1-514-288-2220 Fax: 1-514-288-6588
Email: secretariat@cbd.int
WebSite: <http://www.cbd.int/doc/?meeting=AHTEG-BDCC-02-02>

19-20 Avril, Treviso, Italie, Réunion G8 des Ministres de l'agriculture, avec la participation du Secrétaire général adjoint Mario Amano. www.g8italia2009.it

EVENEMENTS

Evénements OMC

6 – 8 avril, OMC, Genève, organes d'examen des politiques commerciales de l'Union Européennes
6 – avril, OMC, Genève, conseil du commerce des services, session extraordinaire
20 – 21 avril, OMC, Genève, comité des accords commerciaux régionaux
20 - OMC, Genève, Organe de règlement des différends

Evénements hors OMC

6 – 8 avril, Prague, République tchèque, Les défis de la recherche agricole, conférence sur les ressources biologiques dans l'agriculture, organisée par la Direction des échanges et de l'agriculture. Conférence de presse, 13.00, le 8 avril. www.oecd.org

6–7 avril 2009, Genève suisse, Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, unctad.org

14 – 16 avril, Rio de Janeiro, Forum économique de l'Amérique Latine
www.weforum.org/en/events

16 – Avril, Gothenburg, Suède, Sustainable Land Management & Agricultural Practices in Africa: Bridging the Gap between Research & Farmers Web Site:
http://www.un.org/esa/dsd/susdevtopics/sdt_agri_egm0409.shtml

18 – Avril, Helsinki, Finland, Deuxième rencontres de la Convention sur la biodiversité sur

PUBLICATIONS :

Christian Schnakenbourg, Alfredo SuarezCommerce mondial et développement durable 2008-2009 N°162 Editeur : Hachette Supérieur Collection : Les Fondamentaux Economie 160 pages - Parution : 07/2008

CETIM , Le droit au travail , Le travail est essentiel pour chaque personne dans l'organisation de la société actuelle. Il contribue non seulement à la formation des individus, mais il est nécessaire également à tout un chacun pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, nouer et maintenir des liens sociaux et remplir ses devoirs envers la société.

Une collection du programme Droits Humains du CETIM. Editions du CETIM, 64 pages. | 2008 ISBN 978-2-88053-071-6, www.cetim.ch/fr/publications

Monique et Roland Weyl Sortir le Droit international du placard, La Charte, à la base de la création de l'ONU en 1945, est un texte éminemment novateur, fondateur du Droit international contemporain. Or, pratiquement aucune semaine ne se passe sans que les principes qui y ont été solennellement et très sagement inscrits ne soient remis en cause dans la presse quotidienne. PUBLICETIM N°32, 144 pages | 2008 ISBN 978-2-88053-070-9, www.cetim.ch/fr/publications

UNCTAD, International Investment rule-making: stocktaking, challenges and the way forward [French version], UNCTAD Series on

International Investment Policies for Development, The network of international investment agreements (IIAs) has expanded to encompass more than 5,700 different agreements, with almost every country in the world being part to at least one of the bilateral investment treaties, double taxation treaties and other international agreements with investment provisions (such as free trade agreements and economic cooperation agreements) that make up this system. www.unctad.org

AFD Revue : Afrique contemporaine : Afrique et développement, La revue trimestrielle Afrique contemporaine, éditée par l'Agence Française de Développement (AFD), a pour objet de faire connaître les analyses et les opinions des chercheurs et de divers spécialistes français et étrangers concernés par l'évolution du continent africain dans son ensemble, dans une optique qui est celle de la réalisation du développement durable. universite.deboeck.com/revues/afco/

United Nations, Economic Commission for Europe, European Agreement Concerning the

International Carriage of Dangerous Goods by Road: ADR - Applicable as from 1 January 2009, This authoritative Agreement is intended to increase the safety of international transport of dangerous goods by road. Restructured to make the requirements more accessible and more user-friendly, it contains the conditions under which these goods may be carried internationally. The Agreement has been regularly amended and updated since its entry into force. This version has been prepared on the basis of amendments applicable as from 1 January 2009. unp.un.org

Water safety plan manual: step-by-step risk management for drinking-water suppliers

16 March 2009 -- This workbook describes in clear and practical terms how to develop and implement a water safety plan (WSP). Stepwise advice is available through 11 learning modules, each representing a key step in the WSP development and implementation process. The manual provides guidance for governments and regulators, water suppliers and practitioners on how to systematically access and manage risks.